

*Allocations familiales—Loi*

**M. Ferland:** Bien non, ce n'est pas de notre faute, voyons! Mais où étiez-vous à l'époque... Parce que c'est nous qui réalisons cela, parce que cela se fait, ce n'est pas de la faute du gouvernement en place... Heureusement que les libéraux étaient là pour que cela arrive. Vous auriez dû le faire à l'époque, messieurs, lorsque vous étiez au pouvoir, lorsque vous aviez la possibilité de le faire. Mais que voulez-vous, vous étiez appuyés par les néo-démocrates dans toutes ces choses-là.

• (1710)

L'indice des prix à la consommation a baissé. La réconciliation nationale, ce dont les libéraux ne se sont jamais préoccupés... On a eu quoi? L'entente sur le développement économique et régional signée avec le Québec, la Colombie-Britannique et l'Ontario; l'accroissement des capacités de recherche de sauvetage au large des côtes de Terre-Neuve; l'Accord Atlantique sur l'énergie, le programme sur les pluies acides; les règlements du contentieux à Mirabel, l'Accord de l'Ouest sur l'énergie; le transfert de cinq centres d'interprétation de la faune à l'entreprise privée; l'entente avec le Yukon sur la réforme du financement; une entente avec les Territoires du Nord-Ouest sur la formule de financement. Monsieur le Président, ce sont de nos réalisations, mais les libéraux essaient de détourner l'attention du peuple canadien, des contribuables canadiens, en essayant de dire: les progressistes conservateurs s'attaquent aux programmes sociaux.

**M. Rossi:** C'est vrai!

**M. Ferland:** Monsieur le Président, on ne s'attaque pas aux programmes sociaux, on essaie au contraire de les renforcer. Mais je vais vous tenir au courant...

**M. Rossi:** C'est vrai, vous êtes injustes!

**M. Ferland:** Je vais vous tenir au courant des réalisations et des préoccupations qu'on a eues depuis un an ici, des études mixtes sur la faisabilité sur le parc marin du Saguenay au Québec. Au niveau des consultations? On a créé des comités d'examen dans les cas des immigrants illégaux; documents consultatifs sur la formation; la conférence sur l'imposition des créateurs et des interprètes; mise sur pied d'un comité sur le secteur privé chargé d'examiner les activités de la Société d'assurance-dépôts du Canada; documents de consultations sur les prestations aux enfants et aux personnes âgées. Mais qu'est-ce qu'on a fait? On n'a rien fait depuis un an? Je vais vous en mentionner d'autres encore: documents de consultations sur la fiscalité agricole, vous croyez que cela n'intéresse pas les agriculteurs du Canada cela? Au contraire, eux, ils savent qu'on a fait quelque chose, et ils savent qu'on ne s'attaque absolument pas à leurs enfants et à leurs familles; documents sur la consultation à la petite entreprise.

**M. Rossi:** Comment?

**M. Ferland:** La petite entreprise sait également qu'on ne s'attaque pas aux enfants de leurs ouvriers. Documents de consultations sur l'exploitation minière, documents de consultations sur le tourisme, conférence économique nationale, ce que les libéraux n'ont jamais été capables de faire. L'unité nationale: vous n'avez jamais compris ce que cela voulait dire. Proposition d'un impôt minimum: vous en avez parlé pendant des années, nous, on l'a faite la proposition. Crédit d'impôt remboursable d'investissements à la recherche et au développement; crédit d'impôt spécial à l'investissement dans les régions, les régions, cela n'existait pas pour les libéraux. Prolongation

du programme des obligations pour la petite entreprise. On s'en occupe aussi des petites entreprises. La fin des activités du Centre d'information sur l'unité canadienne. On sait à quoi cela servait pour les libéraux. Nouvelles techniques de contrôle sur la circulation aérienne, amélioration des services aux petites entreprises par le biais des centres d'emploi du Canada.

Je vais vous en citer encore, monsieur le Président, on en a comme «c'est pas possible», des réalisations. Comité chargé de l'examen du mandat de la productivité à Postes Canada, des problèmes que les libéraux n'avaient jamais été capables de régler. Rapport du groupe de travail interne sur l'amélioration de la gestion des pensions aux anciens combattants. Privatisation de la Société des transports du Nord Ltée, annonce relative aux taux de cotisation de l'assurance-chômage, aucun changement en 1985.

**M. le vice-président:** A l'ordre, s'il vous plaît! Je demanderais à l'honorable député... Je comprends qu'il puisse prendre des exemples à même le document, mais je lui demanderais quand même de parler sur l'amendement et sur le débat.

**M. Ferland:** Monsieur le Président, c'est simplement pour prouver comment les partis d'opposition essaient présentement de détourner... Je n'ai pas à ajouter sur tout ce que mes collègues ont pu dire sur... ou le bien-fondé de la loi qui est déposée présentement. Ce que les libéraux essaient de faire, c'est simplement de l'obstruction systématique pour bloquer le dépôt du projet de loi et qu'on envoie ce projet de loi-là, monsieur le Président, en comité permanent afin qu'on puisse l'étudier article par article.

C'est tout ce que j'avais à dire, monsieur le Président.

**M. Gauthier:** C'est assez, tu n'a pas dit grand-chose!

[Traduction]

**M. Roland de Corneille (Eglinton-Lawrence):** Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole sur la question des allocations familiales. Je suis l'un des rares à avoir ce privilège, car malheureusement, on a imposé la clôture et limité le temps des discours sur cette importante mesure. Autrement dit, ceux d'entre nous dans l'opposition qui voudraient exposer leurs préoccupations de députés au nom de leurs électeurs se voient priver de cette possibilité. Il s'agit d'une question importante et il est vraiment regrettable que le gouvernement se croie obligé de nous museler, de nous réduire au silence, de nous étrangler. Bien que nous soyons relativement peu nombreux dans l'opposition, c'est apparemment encore trop pour le gouvernement qui se sent obligé de nous réduire au silence en imposant la clôture.

Quoi qu'il en soit, je profite de cette possibilité de m'exprimer aujourd'hui au nom de mes électeurs. Je pense en ce moment à une mère seule de ma circonscription qui vit du bien-être. Son mari vient de la quitter en lui laissant sur les bras deux enfants de deux et quatre ans. Son mari, naturellement «est introuvable». Madame Dupont, appelons-la Dupont, a un diplôme de 12<sup>e</sup> année. Avant son mariage, elle était réceptionniste. Maintenant, elle est sans un sou. Son mari a vidé les comptes bancaires. Elle a recours à notre régime de bien-être pour s'acheter des aliments et payer son loyer. Évidemment, il va falloir qu'elle trouve un nouvel appartement moins cher pour essayer de joindre les deux bouts. Il faut qu'elle trouve un emploi, ce qui n'est jamais facile, en particulier de nos jours. Il faut qu'elle trouve quelqu'un pour s'occuper de ses enfants. Il faut qu'elle réagisse aux ravages causés par l'abandon de son